



Programme en huit points: misons sur nos points forts pour renouer avec la prospérité

La crise du coronavirus a déferlé tel un tsunami sur la Suisse et le monde entier. Les conséquences économiques sont dramatiques. Le produit intérieur brut suisse va se contracter davantage cette année qu'il ne l'a fait ces dernières décennies. L'économie intérieure et l'industrie d'exportation souffrent. La crise économique est loin d'être terminée. Le taux de chômage va malheureusement augmenter cette année, et probablement aussi l'année prochaine. Nous assisterons à un grand nombre de fermetures d'entreprises et de faillites. Pour survivre, les entreprises de notre pays devront s'adapter et celles qui ne le font pas disparaîtront. Ce processus est inéluctable.

Nous sommes à la croisée des chemins et devons choisir: plus d'État ou plus de responsabilité individuelle

Bien que les effets à court et à moyen termes de la pandémie soient dévastateurs, tout n'est pas détruit. La structure économique, institutionnelle et sociale de la Suisse reste intacte. En apportant un soutien généreux, l'État a évité le pire. Les mesures prises ont aidé les entreprises saines, ainsi que les employés et les indépendants au chômage technique, à survivre à cette première phase aiguë de la pandémie. Nous sommes maintenant à la croisée des chemins: la Suisse souhaite-t-elle à l'avenir renforcer le rôle de l'État, ou la responsabilité

individuelle de la population et des entreprises? Ou, pour le dire autrement, nous laisserons nous dériver de notre ligne ou retrouverons-nous sur la voie du succès?

Un programme en huit points pour renouer avec le succès

L'économie, c'est nous tous. La responsabilité se trouve tout autant entre les mains des entreprises que de l'ensemble de la population et des milieux politiques. Dans le passé, les entreprises ont démontré qu'avec l'aide de leurs employés motivés et innovants elles étaient en mesure de relever régulièrement de nouveaux défis.

Nous devons notre succès économique, entre autres, à la grande liberté d'entreprendre qui règne en Suisse, à la force du fédéralisme, à une empreinte de l'État comparativement plus légère qu'à l'étranger, à nos excellentes relations et connexions internationales et à la responsabilité individuelle. C'est sur la base de ces facteurs de réussite que nous devons rebâtir notre prospérité.

Nous en appelons donc à faire preuve de retenue en matière de politique économique et se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur des mesures qui permettront à la Suisse de prospérer à long terme.

Appel aux milieux politiques suisses

Mesdames et Messieurs les élus,



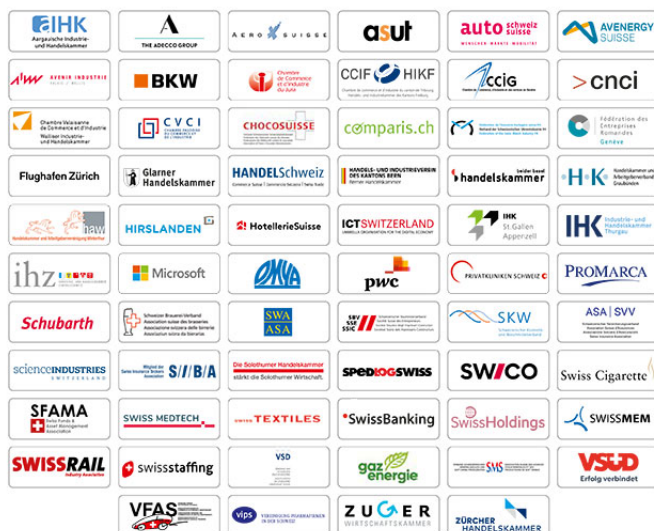
La crise du coronavirus a bouleversé nos vies. Les conséquences économiques sont dramatiques. Grâce aux mesures d'urgence prises par la Confédération et les cantons et grâce à la solidarité de la population et de l'économie, notre pays a pu surmonter la phase aiguë de la crise et éviter la surcharge du système de santé. Nous devons maintenant nous tourner vers l'avenir. Si nous voulons sortir rapidement de cette crise, nous devons tous ensemble revenir à nos points forts, qui ont apporté la réussite économique et la prospérité à notre pays. Dans ce sens, nous en appelons à vous:

- ➔ Ne renforcez pas durablement l'intervention de l'Etat en raison de cette situation exceptionnelle! La concentration de l'Etat sur ses tâches essentielles participe grandement à la réussite du modèle suisse.
- ➔ Seule une réglementation légère et efficace nous permettra de rester compétitifs au niveau international. Rajouter de nouvelles charges pour les entreprises et les consommateurs compliquerait la reprise économique et compromettrait ainsi la prospérité de la Suisse.
- ➔ Le fondement de notre succès repose aussi sur la préservation des libertés civiles, telles que la liberté économique et la garantie de la propriété, sur l'indépendance de la Banque nationale et sur un frein à l'endettement efficace.

La Suisse peut repartir d'un bon pied, car nos structures économiques, institutionnelles et sociales sont intactes. Il est décisif de se mettre au travail pour renouer avec le succès. Nous devons tous retrouver nos manches. Employeurs et employés ont leur rôle à jouer, tout comme vous les élus et élus.

Faites confiance aux facteurs de politique économique auxquels la Suisse doit son succès et laissez aux entreprises la liberté dont elles ont besoin. En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin plus que jamais d'ouverture économique, d'innovation, de responsabilité individuelle et de liberté d'entreprise. Ensemble nous réussirons.

Les chambres de commerce, les associations de branche et les entreprises suivantes vous remercient de votre soutien.



Le programme suivant en huit points nous permettra de renouer avec le succès.

1. Innovation

L'innovation a toujours été le principal moteur du développement économique en Suisse. En ces temps difficiles, les entreprises ont besoin de nouvelles idées pour faire face à la situation actuelle. Les modèles d'affaires doivent être ajustés, de nouveaux produits, des processus plus efficaces, etc. sont nécessaires. En plus de ces adaptations au niveau opérationnel, les activités privées de recherche-développement orientées vers le long terme et une recherche publique compétitive sont également très importantes. Par conséquent, les dépenses en matière d'éducation, de recherche et d'innovation devraient être prioritaires et les conditions-cadre favorables à la recherche garanties.

- Prioriser les dépenses dans le domaine de l'éducation, de la recherche et du développement
- Accorder des ressources supplémentaires pour la recherche compétitive (Innosuisse, FNS)
- Participer au programme-cadre européen de recherche (Horizon Europe)
- Mettre en œuvre rapidement la RFFA dans les cantons, afin que les entreprises puissent profiter largement et rapidement des nouvelles mesures fiscales visant à promouvoir l'innovation (déduction pour la R-D, patent box).

2. Renforcement de la liberté d'entreprendre

Pour que l'économie suisse puisse renouer avec le succès, la liberté d'entreprendre est décisive. C'est pourquoi il faut revenir à des réglementations efficaces et aux tâches essentielles de l'État. L'utilité d'une réglementation doit être clairement supérieure à ses coûts directs et indirects. La responsabilité individuelle implique aussi qu'il ne revient pas à l'Etat de tout réglementer dans les moindres détails. De plus, il ne faut pas oublier que seules des réglementations légères et efficaces permettront à la Suisse de rester compétitive sur le plan international.

- Alléger la réglementation
- Éviter le «Swiss finish» dans les nouvelles réglementations internationales

3. La Suisse doit rester ouverte et interconnectée

Le succès de l'économie suisse dépend en grande partie des exportations, des importations et de l'intégration dans des chaînes de valeur internationales. C'est pourquoi notre pays doit rester ouvert. Nous ne pourrions retrouver notre prospérité si les accès à d'autres marchés ou à la main-d'œuvre étrangère font défaut. La politique économique extérieure doit mettre en place des mesures ciblées pour promouvoir le commerce international. Il serait ainsi judicieux de développer le réseau des accords de libre-échange et de maintenir et renforcer la voie bilatérale avec l'UE. Les mesures protectionnistes doivent être clairement refusées ; en particulier, la sécurité d'approvisionnement ne doit pas être confondue avec l'auto-approvisionnement.

- Éliminer les droits de douanes sur les importations
- Rejeter l'initiative de résiliation des accords bilatéraux
- Clarifier les questions en suspens concernant l'accord institutionnel avec l'UE
- Développer et moderniser le réseau des accords de libre-échange: à court terme avec l'Indonésie et le Mercosur, à moyen terme avec l'Inde, les États-Unis, le Vietnam et la Malaisie, entre autres.
- Éviter des interventions étatiques supplémentaires dans les investissements directs: réexaminer la législation sur le contrôle des investissements souhaitée par le Parlement
- Intensifier les efforts pour débloquer et développer l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

4. Accélération de la numérisation

La pandémie a déclenché une poussée de la numérisation. Le télétravail, les canaux de vente en ligne, les réunions virtuelles ou l'école via internet sont, par la force des choses, devenus la norme une occasion de sortir des sentiers battus. Il faut saisir cette opportunité. La numérisation doit être davantage encouragée tant dans les entreprises que dans l'administration publique. Son développement nécessite des ajustements rapides des infrastructures numériques et de la législation concernées.

- Étendre rapidement le réseau 5G
- Introduire l'e-ID en temps utile
- Introduire rapidement le dossier électronique du patient
- Numériser tous les processus administratifs pertinents. En particulier, mettre en œuvre rapidement le projet DaziT (modernisation et numérisation de l'administration fédérale des douanes)
- Refuser des impôts spéciaux sur le numérique

5. Réduire la dette sans augmenter les impôts et les taxes

En raison de la crise, l'État a contracté de nouvelles dettes importantes. Elles devront être résorbées à long terme, dans le cadre du frein à l'endettement. La Suisse disposera ainsi à nouveau d'une marge de manœuvre financière suffisante pour faire face à la prochaine crise. Toutefois, cette situation ne doit pas servir de prétexte pour augmenter les impôts, car ce serait du poison pour le développement économique. Des impôts et des prélèvements modérés sont indispensables pour que les coûts des entreprises restent supportables. Des impôts et des taxes modérés permettent à la population de consommer et d'investir. C'est le seul moyen d'amorcer la reprise économique. Il est également important de préserver l'indépendance de la Banque nationale suisse (BNS). La BNS est un garant important de la stabilité pour l'économie suisse et elle doit pouvoir agir sans influence politique.

- Réduire, à long terme, la dette dans le cadre du frein à l'endettement à long terme. Utiliser à cette fin les crédits résiduels du budget ordinaire, les bénéfices distribués par la BNS et tous les produits extraordinaires.

- Refuser les augmentations d'impôts et de taxes
- Supprimer le droit de timbre d'émission sur les fonds propres
- Renoncer à utiliser les revenus des taux d'intérêt négatifs de la BNS pour soutenir la prévoyance vieillesse
- Rejeter les propositions de fonds souverain ou d'autres concepts similaires pour financer les dépenses liées à la pandémie

6. Garantir le système de sécurité sociale sans développer les prestations

Le système de sécurité sociale a atteint ses limites pendant la crise, mais il a aussi démontré sa souplesse. Il s'agit désormais s'attaquer rapidement aux problèmes à long terme, là où le bât blesse. Il est essentiel de garantir la prévoyance vieillesse sans développer les prestations. Les conditions financières vont se détériorer en raison de la crise du coronavirus, ce qui implique de fixer des priorités claires. Cela ne laisse en principe aucune place aux propositions qui entraîneraient un développement des prestations sociales.

- Garantir rapidement l'AVS sans développer les prestations, mais en assouplissant l'âge de la retraite
- Poursuivre énergiquement la révision de la LPP et réduire le taux de conversion

7. Législation sur le climat: les entreprises font partie de la solution

L'économie suisse assume ses responsabilités en matière de protection du climat. Bien avant l'adoption de la loi sur le CO₂, les entreprises se sont fixé des objectifs volontaires qu'elles ont largement atteints. L'industrie dépassera également les objectifs fixés pour la période actuelle. Malgré la crise du coronavirus, l'économie suisse continue de soutenir l'accord de Paris. Les objectifs sont donc fixés. Mais c'est à l'économie et à la population qu'il appartient de trouver le moyen le plus efficace et le plus rentable de les réaliser. Il faut éviter les interdits technologiques, l'activisme et les objets sans lien matériel. En politique climatique, il faut renforcer la coopération internationale, car elle seule produira les effets souhaités.

- Mettre sous toit rapidement la loi sur le CO₂ ; et ce malgré la crise du coronavirus, en laissant à l'économie et à la population la flexibilité nécessaire pour décider comment les objectifs fixés doivent être atteints
- Renoncer à lier la question du climat à d'autres objets sans lien matériel

8. Révision du plan de pandémie

Dans l'esprit de l'expression «après la crise, c'est avant la crise», les lois, ordonnances et plans de pandémie en vigueur doivent être remis en question. Prévenir les dommages est l'objectif principal. Une deuxième pandémie similaire ne pourrait pas être abordée de la même manière. La sécurité de l'approvisionnement doit également être discutée et optimisée. Cependant, produire en Suisse risque d'être coûteux et inefficace pour la plupart des biens concernés.

- Évaluer et réviser le plan de pandémie
- Renforcer la résilience par des mesures de prévention appropriées (carte des risques, amélioration des données, etc.)
- Constituer des stocks suffisants de tous les produits nécessaires à l'approvisionnement, tels que les masques de protection, les gants et autres matériaux de protection
- Renforcer la coopération en Europe

Conclusion: nous avons tous notre rôle à jouer

La situation est entre nos mains, nous les habitants de ce pays. Nous façonnons notre avenir. Ensemble, nous pouvons maîtriser les tâches difficiles qui nous attendent et renouer avec le succès. La Suisse est une place économique forte. Nos entreprises sont largement diversifiées, innovantes et occupant des niches à forte valeur ajoutée dans le monde entier. La population suisse est bien formée, engagée et, par conséquent, productive.

Grâce au bon fonctionnement de notre économie, les collectivités ont encaissé des recettes fiscales élevées jusqu'avant la crise, ce qui leur a permis d'augmenter continuellement les dépenses. Ainsi, nous avons pu améliorer et développer les infrastructures ces dernières années. Nous avons pu augmenter les investissements dans l'éducation, la recherche et l'innovation, et nous avons pu attribuer des ressources suffisantes à la protection sociale, à l'agriculture, à la défense nationale ou à l'aide au développement. Et nous avons réussi à réduire la dette publique, malgré l'augmentation constante des dépenses publiques. Nous en récoltons les fruits pendant cette crise.

Avec ce programme en huit points, nous allons renouer avec la prospérité!